

Mordons les chiens de garde !

Revue de presse n°21

janvier-mars 2021

Guerres et armes

Table des matières

La bombe A devient « illégale » mais reste toujours bien présente.....	3
Opinion : « La Belgique persistera-t-elle à être un État voyou ? ».....	4
Des exportations à double tranchant	5
Le monde selon James Bond	6

La bombe A devient « illégale » mais reste toujours bien présente

Un cinquantième État, le Honduras, a ratifié le texte ce week-end, soit le nombre requis pour que le Traité s'impose 90 jours plus tard.

Le Traité sur l'interdiction des armes nucléaires va entrer en vigueur le 22 janvier prochain. Ce n'est pas seulement symbolique.

C'est une nouvelle arme dans l'arsenal des opposants à la bombe atomique. Le Traité sur l'interdiction des armes nucléaires (Tian) va pouvoir entrer en vigueur le 22 janvier, a annoncé l'ONU ce week-end. Adopté par l'Assemblée générale de l'ONU en 2017, le Traité est déjà signé par 84 pays – mais par aucune puissance nucléaire, reconnue ou non, qui s'y opposent. Alors : symbolique ?

L'entrée en vigueur du Tian « représente un engagement significatif en faveur de l'élimination totale des armes nucléaires », a souligné dimanche le porte-parole du secrétaire général de l'ONU Antonio Guterres. C'est « l'aboutissement d'un mouvement mondial visant à attirer l'attention sur les conséquences humanitaires catastrophiques de toute utilisation d'armes nucléaires ».

En Belgique, une coalition de 67 ONG s'est engagée aux côtés de l'International Campaign to Abolish Nuclear Weapons, Nobel de la Paix en 2017. La coalition salue un moment « historique ». Elle estime que « si l'entrée en vigueur est contraignante pour les parties signataires, elle aura aussi un impact sur les pays qui ne l'ont pas (encore) signé : une norme internationale forte a aussi un impact moral et politique sur les pays qui ne sont pourtant pas membres des Traités d'interdictions, entraînant des résultats concrets ».

La mise au ban des mines antipersonnel, des armes à sous-munitions ou des armes chimiques s'est en effet imposée progressivement à l'échelle mondiale... même si elles n'ont pas totalement disparu. Le Traité impose à ses soutiens de venir en aide aux communautés victimes de l'arme atomique (au Japon) et des essais nucléaires (dans les îles du Pacifique).

L'illégalité de l'arme pourrait aussi inciter le monde financier à « désinvestir des entreprises qui contribuent à la production, à l'entretien ou à la modernisation d'armes nucléaires ». L'entrée en vigueur du Tian intervient alors que d'autres traités sur le contrôle des armes nucléaires vacillent ou ont été abandonnés. De son côté, l'Otan et ses États membres, dont la Belgique, entendent maintenir la dissuasion nucléaire « tant que les armes nucléaires existent ».

Un monde où la Corée du Nord, la Chine et la Russie ont des armes nucléaires, mais pas l'Otan, n'est pas un monde plus sûr », réagit la porte-parole de l'Alliance Oana Lungescu. Pour les Alliés, c'est le Traité de non-prolifération (à d'autres que les cinq permanents du Conseil de sécurité...) qui reste la pièce maîtresse de l'architecture de contrôle des armements nucléaires.

L'agence AP révélait la semaine dernière que Washington a récemment pressé les signataires du Tian de faire marche arrière.

L'accord de gouvernement De Croo indique que « sans porter atteinte à nos engagements et obligations au sein de l'Otan (NDLR : la Belgique abriterait sur la base de Kleine-Brogel des ogives américaines), (la Belgique), avec les alliés européens de l'Otan, vérifiera comment renforcer le cadre multilatéral de non-prolifération et comment le Tian peut donner un nouvel élan au désarmement nucléaire multilatéral ».

« Il s'agit d'une ouverture prudente par rapport à la position belge rigide de la période politique précédente », relève la coalition belge.

Philippe REGNIER (Le Soir du 26 octobre 2020)

Opinion : « La Belgique persistera-t-elle à être un État voyou ? »

Une « Opinion » de la Coalition belge contre les armes nucléaires – campagne nonukes.be



Voici une excellente nouvelle : ce 24 octobre est et restera une date historique, le Traité d'Interdiction des Armes Nucléaires (TIAN) a obtenu sa cinquantième ratification, du Honduras, celle requise pour son entrée en vigueur. Il prendra pleinement effet dans 90 jours à peine, une lueur en cette sombre période. Vous vous demandez comment l'approche d'une si bonne nouvelle a pu être si discrète ? La réponse est dans les bunkers de la base aérienne de Kleine Brogel, en une vingtaine d'exemplaires.

Pour les pays qui ont ratifié le Traité, il est désormais interdit d'utiliser, de menacer d'utiliser, de mettre au point, d'essayer, de produire, d'acquérir, de posséder, de stocker et de transférer des

armes nucléaires. Outre les 50 pays qui l'ont ratifié, 84 pays ont déjà signé le Traité. Ces pays doivent également en respecter les objectifs et principes.

La pression politique et morale va donc croissante sur les pays qui n'ont pas (encore) signé, dont la Belgique. Le fait que les armes nucléaires sont désormais officiellement illégales, renforce ainsi notre message adressé au nouveau gouvernement : « Signez et ratifiez le traité interdiction des armes nucléaires dès à présent ! ». Un message que la Coalition belge contre les armes nucléaires est loin d'être seule à porter : la majorité de la population belge y est favorable, comme l'ont montré différents sondages (1).

C'est ainsi que le 21 septembre, journée internationale de la paix, 159 villes et communes belges ont hissé le drapeau de la paix pour appeler au désarmement nucléaire, dans le cadre de la campagne « Nonukes.be » de la Coalition*. 52 bourgmestres ont envoyé une lettre ouverte à l'ancienne Première ministre et à l'ancien Président de la Chambre pour proposer une première étape concrète vers la signature, en reconnaissant officiellement la présence d'armes nucléaires sur notre sol. Cette transparence est nécessaire pour que les parlementaires, nos représentants, puissent enfin débattre valablement de l'opportunité de maintenir cette présence, déjà vieille de plus de 60 ans. Car quand la Belgique signera le Traité, cela impliquera que les armes nucléaires états-uniennes déployées à Kleine Brogel quittent notre territoire. Comme elles ont déjà quitté ceux d'autres pays membres de l'OTAN.

À l'occasion de la journée de la paix, une lettre ouverte de 56 ex-ministres et présidents – dont 4 anciens ministres belges : Willy Claes, Erik Derycke, Yves Leterme et Guy Verhofstadt – fut publiée. Ils y appellent également à la signature du traité : « Il est temps de faire preuve de courage et de signer le traité (...) adopté en 2017 (il) pourrait mettre fin à des décennies de paralysie du désarmement. C'est un signe d'espoir dans ces temps sombres. Cela permet aux pays de rallier la norme multilatérale la plus élevée contre les armes nucléaires et de renforcer la pression internationale pour agir en ce sens. »

Il appartient maintenant à notre nouveau gouvernement de faire preuve de ce courage et à respecter concrètement ce à quoi il s'est engagé dans son accord de coalition. La Belgique doit se joindre à ce processus et affronter enfin les questions urgentes qu'il suscite. Est-il encore acceptable de mettre en œuvre la modernisation coûteuse et dangereuse des bombes nucléaires B-61 déployées Kleine Brogel ? Les mises à niveau, tout aussi coûteuses et dangereuses, des chasseurs-bombardier F-35 afin qu'ils puissent transporter et, in fine, utiliser ces armes devenues illégales, est-elle encore justifiable ? Poser ces questions, c'est y répondre. Il faut donc, de toute urgence, que ces questions soient publiquement posées. Notre gouvernement doit adopter une position volontaire et rejoindre cette dynamique internationale essentielle pour l'avenir de notre planète et non de rester figé dans un passé mortifère qui avait pour horizon la fin la plus absurde, immédiate et définitive de l'aventure humaine. L'ère de l'armement nucléaire est révolue ! La Belgique, qui a déjà fait preuve d'avant-gardisme moral et politique par le passé, en interdisant les mines antipersonnel et les armes à sous-munitions, doit d'urgence changer de cap et signer, puis ratifier, le Traité d'interdiction des armes nucléaires. C'est maintenant à nous d'agir et d'en finir avec la terreur nucléaire.

<https://agirpouirlapaix.be/opinion-la-belgique-persistera-t-elle-a-etre-un-etat-voyou/>

Des exportations à double tranchant

Statistiquement, la Wallonie a explosé ses exportations de 180 % en 2019. En réalité, elle a peut-être vendu pour 88 millions d'armes en moins. Le rapport annuel de la Wallonie sur ses exportations d'armes ne pousse pas à la clarté.

Si le nombre de licences d'exportation n'a pas augmenté entre 2018 (1 465) et 2019 (1 299, - 11,5 %), le rapport annuel du gouvernement wallon sur l'évolution des licences d'exportation d'armes accordées en 2019 souligne une augmentation de 180 % de la valeur des licences octroyées : 2,6 milliards en 2019 pour 949 millions un an plus tôt. Une analyse statistique peu nuancée dans un rapport plus que jamais sous haute surveillance.

Pour rappel, plusieurs organisations non gouvernementales suivent à la trace les licences d'exportation autorisées par le gouvernement wallon. Cette année encore, elles ont réussi à geler des exportations d'armes de la FN et demandé la suspension d'autres, notamment CMI/John Cockerill. En 2018, le rapport souligne que « trois licences d'exportation représentant un montant de 3 101 758 euros ont été refusées. Ces refus portaient sur deux destinations finales : l'Arabie saoudite et les Philippines (via le Brésil) ».

Répartition des exportations d'armes wallonnes en 2019

Amérique du Sud 5 375 519 €

Afrique 4 261 802 €

Europe de l'Est (hors UE) + Turquie 8 354 242 €

Extrême-Orient + ASEAN 41 104 200 €

Amérique du Nord 1 905 755 487 € (dont 1.798 millions € pour le Canada)

Amérique centrale + Caraïbes 1 488 307 €

Sous-continent indien 178 952 504 €

Proche et Moyen-Orient 331 140 211 € (dont 302 millions € pour l'Arabie saoudite)

UE + Islande + Norvège + Suisse 180 221 305 € (dont 30,2 millions € pour la Gr.-Bretagne)

1,7 milliard déjà compté

L'augmentation pharaonique de 180% de la valeur des exportations traduit pourtant sans doute mal une réalité que le rapport ne tente pas d'aborder. L'augmentation de 2019 se traduit surtout par un montant de 1,7 milliard attribué à un contrat avec le Canada. Le fameux contrat des tourelles de char CMI qui, accolées à du matériel roulant canadien Bombardier, sont finalement exportées en Arabie saoudite. Les licences reprises dans les statistiques ne représentent pas un nouveau contrat, mais bien une partie des licences octroyées à la signature du contrat (4,6 milliards) en 2014, qui ne sont valables que 18 mois, et dont le renouvellement avait été annulé par le Conseil d'État en 2019.

Globalement, si on supprime 1,7 milliard du compte 2019, le montant des « nouvelles » exportations (et encore, il y a peut-être d'autres renouvellements) pour 2019 tomberait alors à 861 millions, soit 10 % de moins qu'en 2018.

Mais le rapport ne permet pas de le vérifier. Le précédent gouvernement wallon (Borsus) avait adressé un message clair au secteur de l'armement wallon (qui pèse 90 % des exportations d'armement en Belgique), lui donnant cinq ans pour varier ses marchés et se montrer moins dépendant des dossiers liés, de près ou de loin, à l'Arabie saoudite.

« Depuis cette annonce, rien n'a été fait », analyse Manuel Lambert, de la Ligue des droits de l'homme. « Il n'y a eu aucun signe, aucun subside pour aider à une réorientation de la production, pas d'aides publiques pour la recherche d'autres acteurs à travers le monde. » La déclaration de politique régionale de l'actuel gouvernement wallon a repris le principe de lancer un dialogue avec le secteur et de soutenir ses efforts de diversification. « Le processus est en cours », paraît-il.

Exportations vers l'Arabie saoudite en hausse

Le rapport 2019 ne permet pas plus d'interpréter la véritable situation des exportations avec l'Arabie saoudite pourtant largement impliquée dans un conflit au Yémen où les morts se comptent par milliers. On remarquera que les exportations directes de la Wallonie vers l'Arabie saoudite sont passées de 225,7 millions en 2018 (principalement des « armes à feu portatives et pièces détachées ») à 302 millions d'euros (principalement

des « munitions et composants »). En valeur, la Wallonie a donc augmenté ses exportations directes vers l'Arabie saoudite de 33 % en 2019.

Pour relativiser tout cela, on rappellera que le secteur de l'armement connaît une croissance mondiale, que « les cinq principaux pays fournisseurs (États-Unis, Russie, France, Allemagne et Chine) se partagent 75 % du marché mondial et les dix premiers 90% ». Et que la Belgique, où la Wallonie pèse 90 % des exportations, occupe la 39e place et représente... 0,04 % du marché. Pas de quoi, néanmoins, faire comme si de rien n'était.

Éric RENETTE (Le Soir du 2 décembre 2020)

Le monde selon James Bond

Impeccable modèle de l'homme blanc occidental à son maximum de performances, indestructible défenseur du monde libre : voilà ce que l'agent 007 paraît symboliser sans faiblir. Or, en soixante ans et vingt-cinq films, le très « british » espion s'éloigne souvent de ces clichés, et franchit des frontières inattendues.

Icône pop et glamour de la culture moderne, le personnage de James Bond est créé par Ian Fleming en 1953, à Goldeneye, sa résidence jamaïcaine. Journaliste pour l'agence de presse Reuters, puis agent de change d'une banque d'affaires, Fleming, né en 1908, est recruté par les services de renseignement britanniques pendant la seconde guerre mondiale. C'est en s'inspirant de sa propre expérience d'agent de liaison qu'il se lancera ensuite dans l'écriture du roman d'espionnage. Rédigé en deux mois et publié chez un éditeur londonien, *Casino Royale*, premier épisode littéraire de la saga, est adapté dès 1954 à la télévision américaine pour la chaîne CBS, avec l'acteur Barry Nelson ; puis au cinéma, en 1967, dans une parodie signée John Huston avec le duo David Niven - Peter Sellers ; et enfin dans le vingt et unième film de la saga, en 2006, qui relance la série avec Daniel Craig, dernier acteur pour le rôle-titre en date.

Le roman *Casino Royale* met en scène le personnage de 007, agent secret du MI6, les services de renseignement britanniques – quelques années plus tard, John Le Carré y installera également ses espions, mais dans un tout autre style... Pour créer son héros, Fleming s'inspire de deux genres traditionnels. D'une part, l'enquête policière américaine de l'entre-deux-guerres, le récit *hard-boiled* de détective privé « dur à cuire », dont *Le Faucon maltais*, de Dashiell Hammett, est le premier modèle. D'autre part, le roman d'aventures géopolitiques anglais, qui, comme *Les Trente-Neuf Marches*, de John Buchan, se plaît à évoquer la menace exercée sur le pays par les complots de dangereuses sociétés secrètes. En douze romans et deux recueils de nouvelles, Fleming va imposer son (super) héros, aventurier sans peur et séducteur irrésistible.

James Bond a tout pour jouer le parfait symbole de la Grande Albion, vu du côté *upper class* (« classe supérieure »). Ancien élève du collège d'Eton, école de l'élite fondée par le roi Henri VI, il a le grade de *commander* de la Navy et possède le titre de chevalier de l'ordre militaire de Saint-Michel et Saint-Georges. Le film *Au service secret de Sa Majesté* révèle ses armoiries : il descend du baronnet de Peckham, sir Thomas Bond, mort en 1734, et sa devise familiale latine est *Orbis non sufficit*, « Le monde ne suffit pas ». Son nom est un collage entre Bond Street, rue de la haute couture et des galeries d'art à Londres, et St James's Street, à Piccadilly, qui possède le plus ancien club de gentlemen de la capitale.

La première scène où il apparaît à l'écran dans *James Bond contre Dr. No* a lieu au Cercle des Ambassadeurs, une salle de jeu privée de Londres. Chic et désinvolte, évoluant parmi les gadgets et les effets spéciaux, le smoking en général impeccable, Bond semble un cliché inaltérable, mondain et joueur. Pourtant, chacun de ses interprètes va apporter sa touche personnelle, liée à son propre parcours : ainsi, avec l'Écossais Sean Connery, venu de la classe ouvrière, d'abord marin, livreur ou maçon, 007 représente le succès et la réussite. À l'inverse, l'Anglais Roger Moore adopte le style aristocrate. Son humour excentrique tourne en dérision l'esprit de sérieux, il se moque de lui-même et des conventions. Le Gallois Timothy Dalton américanise le personnage. Son 007 correspond aux codes du libéralisme économique et à la mondialisation des années 1980... Quant au dernier interprète, Daniel Craig, il conjugue prouesses physiques et mélancolie inédite, pour un héros sombre et fragile... Mais, à travers toutes ses variations, Bond demeure la personification de l'intégrité du sujet britannique et de la loyauté envers la Couronne.

Dans ses missions, il déploie à plusieurs reprises le drapeau de l'Union Jack : sur un parachute dans *L'Espion qui m'aimait*, une montgolfière dans *Octopussy* ou une trappe de sous-marin dans *Dangereusement vôtre*. Il porte fièrement partout dans le monde les couleurs du Royaume-Uni, au long d'actions inscrites dans la situation géopolitique de l'époque. Au moment de la sortie du premier film, le 5 octobre 1962, le Kremlin déclenche

l'opération militaire « Kama », l'envoi de sous-marins soviétiques en direction de Cuba, à portée immédiate de la Floride. Le navire américain *Yerkon* détecte cette activité et en avertit aussitôt le Pentagone. Alors que le film raconte que les services secrets britanniques protègent Cap Canaveral d'une menace nucléaire venue de l'île caribéenne du Dr. No, la réalité s'en rapproche : la crise des missiles a lieu à Cuba entre Nikita Khrouchtchev et John Fitzgerald Kennedy. À une nuance près : la fiction donne le beau rôle à la diplomatie britannique et contrebalance, à l'écran, le déclin de Londres sur la scène internationale.

En effet, la scène où opère Bond est un univers où le Royaume-Uni tente de conserver son prestige, malgré sa perte de puissance, voire la fin de son empire, sa relégation à l'arrière-plan par les États-Unis, dont il devient l'auxiliaire. Bond rehausse l'image de la politique outre-Manche, face à un monde qui se transforme : en 1962, année du premier film, la conférence des Bahamas et les accords de Nassau scellent l'« atlantisation » et l'affiliation de Londres à Washington. Nouveau coup dur, sept ans après la démission de Winston Churchill, la dissolution de la jeune Fédération des Indes-Occidentales, qui regroupait la plupart des colonies britanniques dans les Antilles, la Jamaïque, les îles Caïmans, Trinité-et-Tobago. Dans les films, l'engagement de Bond au service de l'Angleterre pendant la guerre froide et sur fond d'indépendance de ses colonies est une réponse au doute qui gagne le cœur des Britanniques, proche du jugement de l'ex-secrétaire d'État américain Dean Acheson : « *La Grande-Bretagne a perdu un empire et n'a pas encore trouvé un rôle* ». Bond, gentleman ironique, va consoler le Royaume-Uni de sa perte d'influence...

Si, en soixante ans et vingt-cinq films, il représente le modèle fantasmatique du succès des normes occidentales, de 1960 à 2020 il n'en évolue pas moins. Certes, il demeure un emblème « british », ce que signale notamment son chapeau, qu'il porte depuis le début, dès son entrée à Universal Exports Ltd, l'entreprise commerciale qui sert de couverture au MI6. Mais il accompagne l'esprit du temps. Dès 1967, entre guerre du Vietnam et mouvement hippie, il change quelque peu. Son identité s'ouvre à ce qu'on appellera plus tard l'altérité dans *On ne vit que deux fois*, dont le scénario est écrit par Roald Dahl, l'auteur notamment de *Charlie et la chocolaterie* : porté par le mouvement du monde et l'accueil de la multiplicité des cultures, il entre dans une poétique de l'hybridation et de la transformation de soi. Loin de Big Ben et de la Tamise, il se métamorphose en citoyen postcolonial, sensible à la culture japonaise. Se révélant titulaire d'un diplôme de langues orientales de l'université de Cambridge, Bond part pour Tokyo. Subtil connaisseur des arts asiatiques, il impressionne le chef des services secrets japonais Tigre Tanaka, par sa maîtrise du saké chaud *daiginjo*, sa familiarité avec les proverbes nippons, son aisance dans son nouvel environnement. Sa métamorphose s'opère en trois temps : dans un palais orné de fleurs, sa transformation est d'abord physique. Allongé sur une table d'opération, avant de revêtir un kimono doré, le corps, les cheveux et les sourcils modifiés, il quitte son être britannique et « devient » japonais. La deuxième étape est athlétique et mentale : le héros abandonne la sophistication occidentale des gadgets high-tech de Q – le responsable de la section recherche et développement du MI6 – et apprend le maniement des armes traditionnelles, *sansetsukon shureido* et *shuriken*. Enfin, l'ultime étape est culturelle et amoureuse. Bond se marie dans un temple en suivant strictement la coutume : il s'unit à Kissy Suzuki après la lecture de la prière, le chant et le rituel de purification. Vêtu d'habits de pêcheur, il s'installe sur la petite île de Matsu avec son épouse, au cœur d'un archipel volcanique. Dans *L'Espion qui m'aimait*, il se change en Bédouin et se lance dans une silencieuse traversée du désert. Dans *Tuer n'est pas jouer*, il monte à cheval, coiffé du turban des moudjahidins dans les montagnes afghanes, et son nom lui-même se transforme. Le temps d'une fausse carte d'identité, il se soviétise et devient Jerzy Bondov.

Fleming s'est nourri de l'image d'espions fameux, comme l'élégant Sidney Reilly, né en Ukraine, efficace agent anticommuniste, l'aviateur canadien William Stephenson, le très *smart* Wilfred Dunderdale, amateur de jolies filles et membre de la haute société, ou encore l'officier naval Patrick Dalzel-Job, connu pour un retentissant acte de désobéissance humaniste pendant la guerre, et que Fleming semble avoir côtoyé. Mais il est possible que son véritable inspirateur n'ait pas été anglais mais serbe : l'énigmatique dandy Duško Popov, né en 1912 en Voïvodine, amateur d'alcools et de casinos, d'hôtels de luxe et de voitures de sport. Le play-boy Popov est un agent (double) yougoslave, qui porte le nom de code Tricycle. Pendant la guerre, il informe les Britanniques des agissements des Allemands. Il tente même d'avertir John Edgar Hoover de l'attaque imminente de Pearl Harbor, mais le chef du Federal Bureau of Investigation (FBI) ne le croit pas. Fleming le rencontre en 1941, à Estoril au Portugal, et est assez impressionné par son sang-froid lors d'un bluff pendant une partie de baccara pour en faire le modèle de son Bond. Ce que, dans son autobiographie, Popov considérera comme une « insulte à son intelligence »...

Comme le soulignait Umberto Eco, il est difficile de nier que Fleming dans ses romans « professe un anticommunisme viscéral (1) ». Pourtant, les films sont de ce point de vue parfois surprenants. Il arrive que Bond soit conduit à se rapprocher davantage des services secrets soviétiques qu'américains. Au fil du temps,

la complicité géopolitique entre Londres et Moscou devient manifeste. Bond préfère travailler avec les agents soviétiques et dépasser l'antagonisme classique de la guerre froide : il s'associe avec le major Anya Amasova, du KGB, dans *L'Espion qui m'aimait*, avec l'espionne Pola Ivanova dans *Dangereusement vôtre*, ou avec le général Gogol dans *Octopussy*. Le KGB et le MI6 sont alliés, alors même que l'allié « naturel », la Central Intelligence Agency (CIA), est souvent tourné en ridicule, sous les traits du maladroit, indiscret et quelque peu benêt Felix Leiter. Le contre-pied entre réalité et fiction est parfois flagrant : en 1984, sous prétexte de défendre les intérêts de son pays, Ronald Reagan engage une guerre sanglante au Nicaragua contre le gouvernement socialiste sandiniste. Au même moment, sur les écrans, dans *Dangereusement vôtre*, James Bond est décoré de l'ordre de Lénine des mains du général Gogol, le patron du KGB. Cette nouvelle amitié anglo-soviétique permet de lutter contre l'ennemi de tous les peuples, l'organisation criminelle internationale Spectre. En mettant de côté les enjeux stratégiques de son camp pour s'allier avec l'ennemi du monde libre afin d'affronter un péril global et commun, Bond ancre l'efficacité de son *soft power* : la grandeur britannique sait dépasser la défense de ses seuls intérêts, pour s'élever à la défense de l'humanité...

Aliocha WALD LASOWSKI

Auteur de l'ouvrage *Les Cinq Secrets de James Bond*, Max Milo, Paris, 2020.

(1) Umberto Eco, «James Bond, une combinatoire narrative», *Communications*, n° 8, Paris, 1966.